

La concentration croissante des moyens de production, la centralisation du pouvoir économique et politique, l'accélération du développement inégal entre les branches, les pays et les régions: telles sont les racines de la crise urbaine dans le capitalisme avancé. La logique contradictoire du développement du système produit des effets qui deviennent dysfonctionnels pour lui-même en rendant de plus en plus insupportable la vie quotidienne de dizaines de millions de personnes.¹

Devant une telle situation, dont la gravité est généralement reconnue, on essaie de trouver des formules techniques capables de résoudre les problèmes urbains. Or ces formules se révèlent vaines l'une après l'autre pour cette raison très simple qu'elles essaient de traiter en termes d'aménagement de l'espace des questions qui expriment en fait des rappports sociaux structurellement déterminés. Car une contradiction sociale ne peut être dépassée que socialement, c'est-à-dire par une pratique historique qui transforme les rapports sociaux à la base des crises du système urbain.

Les nouvelles pratiques historiques émergent dans les mouvements de revendication et de révolte qui éclatent un peu partout dans les pays capitalistes avancés prenant appui sur les problèmes spécifiques suscités par la crise urbaine et débouchant, parfois, sur la remise en cause de l'ordre social. D'après notre hypothèse, ce sont ces mouvements sociaux urbains encore balbutiants qui peuvent apporter une réponse scientifique réelle, c'est-à-dire un dépassement historique et social, à la crise urbaine qui s'aggrave à l'échelle mondiale, de même que c'est le mouvement ouvrier et non pas les techniques de gestion industrielle qui a permis et doit permettre à l'humanité de faire un bond en avant dans le dépassement des crises suscitées par la production capitaliste.

Ceci dit, pour dépasser le stade des affirmations doctrinaires, la seule voie est d'enquêter sur la nouvelle réalité émergente, afin de comprendre (et non pas seulement de constater) la structure et la portée de ces nouveaux mouvements sociaux.

Pour avancer dans cette voie, il faut bien préciser les éléments qui les composent, afin de casser la fausse unité de la problématique urbaine en séparant des enjeux fondus dans le discours idéologique sur l'urbain, mais dont la place dans la structure sociale est fondamentalement différente: c'est ainsi, par exemple, que les transports collectifs et les formes architecturales ne peuvent pas être interprétés sous le même registre.

Il faut donc, tout d'abord, différencier les enjeux autour desquels se forment les mouvements sociaux urbains, en déterminant leur place dans le système urbain et leur charge spécifique du point de vue de la structure sociale.

Ensuite, il faut délimiter la place des agents et des groupes sociaux intervenant dans le mouvement en fonction de leur appartenance de classe, en y incluant la spécification en termes de fraction de classe ou couche sociale.

Enfin, un troisième élément fondamental des mouvements sociaux urbains est constitué par les caractéristiques de l'organisation qui cristallise les pratiques collectives et dirige l'action. En particulier le contenu politique et idéologique de cette organisation, son agencement interne et ses rapports aux groupes sociaux, interviennent de façon décisive dans l'orientation des pratiques revendicatives.

Les combinaisons historiquement concrètes de ces trois éléments principaux, articulés à d'autres éléments secondaires, permettront d'expliquer la production de certains effets urbains, effets politiques et effets idéologiques qui nous permettront de différencier les mouvements sociaux urbains en tant que production historique et par conséquent d'en déceler objectivement leur portée dans la transformation des rapports sociaux.

En partant de ces éléments théoriques généraux, nous avons entrepris une série d'enquêtes sur des mouvements sociaux urbains particulièrement significatifs dans plusieurs sociétés capitalistes placées à des niveaux différents de développement et dans des conjonc-

¹ Ce texte est extrêmement condensé et ne permet pas un développement minimum des résultats obtenus par nos recherches empiriques dans ce domaine. Nous prions le lecteur intéressé de bien vouloir se reporter à notre livre Luttes Urbaines, Maspéro, Paris, 1973. Pour un exposé des fondements théoriques de la problématique, cf. par ailleurs notre ouvrage La Question Urbaine, Maspéro, Paris, 1972.

tures politiques diverses. C'est ainsi que nous avons pu observer et analyser les luttes populaires contre le programme de rénovation urbaine dans la Ville de Paris (1970-1971), l'activité des comités de citoyens à Montréal (1969-1971), le mouvement de squatters urbains au Chili (1970-1972), et réfléchir sur l'histoire récente du mouvement d'action écologique aux Etats-Unis.²

Nous résumerons ici les grandes lignes qui ressortent de ces enquêtes, d'abord dans chaque situation spécifique, ensuite dans leur tendance générale.

La lutte contre la rénovation urbaine à Paris concernait les habitants de plusieurs quartiers populaires dont les maisons devaient être démolies afin d'y construire des grands immeubles de bureaux et des appartements de luxe, dans le cadre d'un programme public réalisé par les grandes sociétés immobilières privées. L'enjeu concernait à la fois la création d'un nouveau Paris symbolique, image de marque de la politique urbaine du gouvernement français, l'occupation de la ville de Paris par les classes dirigeantes, l'intérêt des grands groupes financiers, l'aménagement fonctionnel du centre de la région parisienne. De l'autre côté, le droit au logement de quelques dizaines de milliers d'ouvriers (dont un fort pourcentage d'étrangers) et de retraités, inorganisés. Malgré l'intervention d'organisations syndicales et politiques, malgré des mobilisations puissantes, l'enjeu était trop important et la base sociale trop monolithique pour qu'un effet urbain ou politique ait pu être obtenu. Le programme s'est fait, les mouvements revendicatifs ont été défaits. L'essentiel: la disparité entre l'importance de l'enjeu pour le capital et l'Etat et la faiblesse des organisations intervenantes. Par ailleurs, la non-liaison entre la revendication urbaine et l'intervention politique a conduit la première à l'incapacité d'agir et la deuxième à une activité agitative non reliée à une base populaire.

L'activité des comités de citoyens de Montréal a été dominée par le passage direct d'une revendication urbaine portant sur des enjeux relativement tolérables par le système (équipements collectifs, logements sociaux, hôpitaux etc...) et appuyés par une base sociale essentiellement sous-prolétarienne et peu politisée à un mouvement politique municipal essentiellement constitué d'étudiants et intellectuels à forte tendance idéologique. D'où, dans un premier temps, constitution d'un groupe de réforme municipale, mais dont les orientations seront jugées trop timorées par les dirigeants radicaux qui finiront par faire éclater le mouvement. C'est dire que la base sociale et l'enjeu se correspondaient pour déterminer une action de participation citadine et de réforme urbaine qu'il a été impossible de développer par le caractère fondamentalement idéologique du noyau militant à la base de l'organisation, pris dans la contradiction entre leurs objectifs révolutionnaires et le statut structurel des revendications et des intérêts qu'ils avaient à défendre. C'est donc la noncorrespondance entre l'organisation, d'un côté, et l'enjeu et la base sociale de l'autre, qui expliquent la faillite d'un des mouvements urbains les plus puissants qui se soient développés ces dernières années en Amérique du Nord.

C'est au Chili de l'Unité Populaire qu'on assiste à une liaison réelle, dans la pratique, des revendications urbaines, de la transformation sociale et de la lutte politique, au sein du mouvement des squatters qui s'est développé depuis 1969 et intensifié en 1970 et 1971 jusqu'à s'étendre à l'heure actuelle à plusieurs centaines de milliers de personnes. Ces squatters ont occupé, illégalement, des terrains urbains, y ont construit leurs demeures, les ont aménagés, résolvant les différents problèmes d'eau, électricité, égouts, écoles, santé etc..., et, surtout, se sont donnés une auto-organisation politique qui constitue l'exemple le plus massif qu'on connaisse d'auto-gestion urbaine. Appartenant à toutes les tendances politiques, mais avec une prédominance nette de l'Unité Populaire, ils ont imposé leur présence physique et politique et négocié ensuite avec le gouvernement l'obtention de logements et services.

Le mouvement s'est développé sur un enjeu structurel essentiel au système urbain (la propriété foncière urbaine), s'appuyant sur une base essentiellement ouvrière mais se diversifiant suivant les lignes politiques des organisations intervenantes. Ce sont ces lignes qui ont donné une coloration spécifique aux différentes fractions du mouvement. Or, une enquête approfondie nous a permis d'établir une typologie restreinte de ces lignes politiques et d'analyser les déterminants sociaux de leur succès. Ainsi, la ligne politique-

² En 1973, nous sommes en train de réaliser une enquête systématique sur les mouvements sociaux urbains dans l'ensemble de la Région Parisienne, et de constituer un dossier approfondi sur l'expérience, unique en Europe, des luttes urbaines en Italie (Milano, Roma, Torino, Napoli).

révolutionnaire correspond à une base sociale prolétarienne en crise; la ligne de désorganisation sociale à une base sous-prolétarienne; la ligne de réformisme urbain à une base d'aristocratie urbaine et la ligne de corporatisme paternaliste à une base alternativement petite-bourgeoise ou sous-prolétarienne.

Enfin, nous avons établi dans notre enquête au Chili la différence d'efficacité du mouvement des squatters suivant l'enjeu sur lequel portait leur intervention. C'est ainsi que son intervention dans le domaine de la consommation est plus immédiate que dans celui de la production et que son articulation à la lutte politique semble plus facile qu'aux mouvements de transformation idéologique.

Quelques tendances générales peuvent être dégagées à partir d'une réflexion sur ces enquêtes et sur les contradictions qui sous-tendent les mouvements sociaux urbains.

Avant tout, chaque mouvement revendicatif urbain doit, pour être compris, être rapporté au rôle qu'il joue vis à vis des différentes classes sociales en lutte, ce qui est largement fonction de la place structurelle de l'enjeu urbain en question.

Ces effets sur les rapports de classe sont déterminés avant tout par les modes d'articulation des contradictions urbaines avec les autres contradictions de la structure sociale (économiques au niveau de la production, politiques, idéologiques). Ainsi, les mouvements revendicatifs urbains deviennent des mouvements sociaux (c'est-à-dire ayant une influence sur la transformation des rapports sociaux) dans la mesure où ils arrivent à être une composante d'un mouvement politique mettant en cause l'ordre social.

D'autre part, dans la mesure où le gérant des processus de consommation collective (à la base de la problématique urbaine) est de plus en plus l'appareil d'Etat, les mouvements urbains ont tendance à mettre en cause la gestion sociale du mode de vie, concrétisée dans la gestion des équipements de base de la vie quotidienne. Donc, le rôle plus ou moins révolutionnaire des mouvements urbains dépendra dans une large mesure des capacités intégratrices de l'Etat, elles-mêmes dépendantes à la fois des ressources économiques et des rapports de force entre les classes.

Ainsi, le point fondamental à étudier pour comprendre la dynamique de changement des mouvements sociaux urbains est la façon dont s'enchaînent la lutte urbaine et la lutte politique. Ces enchaînements dépendent d'une part de l'enjeu urbain; d'autre part des intérêts sociaux en présence, donc de la base sociale; enfin, l'organisation intervenant dans le mouvement a un rôle décisif, soit qu'elle cherche à lier les contradictions urbaines aux contradictions sociales générales (mouvement social), soit qu'elle cherche à les délier à travers la poursuite d'objectifs spécifiques et limités (revendication-intégration). La recherche devra donc expliquer aussi les déterminants sociaux des orientations propres à chaque organisation.

Et c'est ainsi, en expliquant le sens, le rythme et les objectifs des mouvements sociaux urbains, qu'on expliquera comment les hommes, à partir des problèmes qui les concernent, font et refont leurs villes, c'est-à-dire, d'une certaine façon, leur histoire.

GÁL Éva:

A XX. század eleji budapesti szocialista és radikális politikai erőknek Budapest történetében játszott szerepét nemcsak az határozza meg, mekkora befolyásuk volt annak idején a várospolitikára. Sok tekintetben máig is érvényes és mindenképpen igen figyelemre-méltó az a tudományos és publicisztikai munkásság, amellyel ezeknek az erőknek képviselői a magyarországi munkásszociográfiát megalapozták, sőt a kor szintjén álló városzociológia kezdeti lépéseit is megtették.

Nem mintha Magyarországon a városfejlődés, s különösen Budapest rendkívüli ütemű fejlődése és az ezzel járó pozitív és negatív vonások már korábban is ne keltették volna fel a figyelmet. A XIX. század második felében a kitűnő Kőrösy József, a Székesfővárosi Statisztikai Hivatal igazgatója és munkatársai voltak azok, akik a tudományos statisztika módszereivel, a maguk idejében igen korszerű és feltétlenül becsületos módon vizsgálták Budapest fejlődésének különböző aspektusait, s eközben óhatatlanul feltárták a kapitalista városfejlődéssel együttjáró számos visszasságot. A hivatal kiadványai már a múlt század vé-